

La violence dans les révolutions russes

Porteurs d'une idéologie qui faisait de la violence des masses le moteur de l'Histoire, d'un projet politique fort fondé sur la terreur comme instrument primitif, mais efficace, de reconstruction de l'État, sur une véritable culture politique de guerre civile, les bolchéviks surent, mieux que leurs adversaires, instrumentaliser et canaliser les violences sociales exacerbées par la brutalisation des sociétés causée par la Première Guerre mondiale. Mais les interactions entre les violences d'en bas, celles des antibolchéviks, celles des paysans et soldats revenus du front, et celles dont le pouvoir soviétique était responsable, sont manifestes.

NICOLAS WERTH

L'Europe du XX^e siècle a bien été ce *continent sombre* magistralement décrit par Mark Mazower. Mais la brutalisation de la société russe, sans commune mesure avec celles que connurent les sociétés occidentales, est le résultat d'un processus cumulatif : premièrement, la brutalisation guerrière, d'autant plus forte que la sortie de la Grande Guerre en mars 1918 passe quasiment inaperçue, la guerre civile s'étant aussitôt poursuivie. Deuxièmement, le rejet de la fracture profonde entre les « deux Russies », dont parlait au milieu du XIX^e siècle Alexandre Herzen, la Russie « dominante » des villes et la Russie « dominée » des campagnes. Troisièmement, l'exacerbation des « antagonismes de classe ». Quatrièmement, l'effondrement, momentané mais suffisamment durable pour

être dévastateur, de toutes les structures d'encadrement étatique et d'autorité. Or le risque de violence sociale est d'autant plus fort que l'État est faible. Et enfin, l'effacement, à partir de 1917, des frontières entre la sphère civile et la sphère militaire, entre la guerre et la politique, entre l'« ennemi extérieur » et l'« ennemi intérieur », entre les violences de guerre, les violences sociales et les violences politiques.

Une culture politique de la violence

Mais la brutalisation du corps social de l'ex-Empire russe en guerre et en révolution eut, en retour, un impact crucial sur le bolchévisme lui-même. Elle conforta un certain nombre de postulats léninistes sur la violence comme « vérité de la politique », activa l'identification de la politique et de la guerre. Émergea ainsi une véritable « culture politique de la violence » qui s'installa, très rapidement, au cœur de l'URSS.

Cet article est une version réduite de la conférence que Nicolas Werth a donnée à Bruxelles à l'invitation de la FPPR (Fondation pour la préservation du patrimoine russe dans l'Union européenne).

Certes, d'autres pays belligérants connurent, jusqu'à un certain point, une évolution identique, notamment l'Allemagne d'après 1918 et l'Italie, où avec l'apparition du fascisme, la violence politique devint qualitativement et quantitativement différente de ce qu'elle avait été avant guerre. La violence politique bolchévique s'installa donc au milieu d'un changement véritablement tectonique de la culture politique européenne, induit par la Première guerre mondiale.

En Russie même, les forces antibolchéviques mirent en œuvre des politiques de violence, dont les pratiques rappelaient fortement celles expérimentées par leurs adversaires. Malgré la similitude d'un certain nombre de pratiques, la « Terreur rouge » et la « Terreur blanche », poussées indéniablement sur le même terrain, étaient-elles pour autant de même nature ?

L'ex-Empire russe des années 1917-1922, période que l'on peut qualifier de « second temps des troubles¹ », a été un véritable « laboratoire expérimental » où s'exprimèrent les formes de violence sociales et politiques les plus diverses et extrêmes, des plus « modernes » (déportations massives de populations civiles, bombardements aux gaz asphyxiants de villages insurgés, camps de concentration) aux plus « archaïques » (résurgence, sur une vaste échelle, du banditisme, jacqueries paysannes, mises à mort mémorielles — tel l'empalement ou l'enterrement vivant).

Trop longtemps, politologues et historiens se sont focalisés sur la seule violence bolchévique, décrétée d'en haut, après octobre 1917, et en particulier sur les écrits théoriques de Lénine, où la question de la violence politique constitue un sujet cen-

tral. L'analyse des violences d'en bas, issues d'une société en guerre, en révolution et en guerre civile a longtemps été négligée, bien que Marx ait justement souligné que « les idées ne sont pas porteuses de violence en elles-mêmes. Pour les réaliser, il faut des hommes qui exercent la violence ». Aujourd'hui, il est possible de mieux saisir l'interaction entre violences sociales « d'en bas » et les violences politiques d'en haut, notamment la violence politique bolchévique (Acton, Cherniaev, Rosenberg, 1997).

Impact de la Première Guerre mondiale

Loin de renforcer la cohésion — déjà très faible — d'une société extrêmement polarisée, la guerre réactiva la fracture profonde qui existait en Russie entre les *nizy* (les « basses classes ») et les *verkhi* (les « classes élevées »), entre villes et campagnes, citadins et paysans, consommateurs et producteurs, combattants et « planqués ».

L'empire russe condensait déjà, avant la Première Guerre, un potentiel très fort de violence sociale. On peut y distinguer au moins trois strates, d'importance et d'intensité inégale. Premièrement, la violence urbaine, réactive, du monde ouvrier face à la dureté des rapports capitalistes. Cette violence relevait du traumatisme industriel d'une société capitaliste en pleine expansion; elle avait déjà sa légende, ses « faits de guerre », ses martyrs — les milliers de prolétaires tués lors de la grande insurrection révolutionnaire de décembre 1905 à Moscou.

Deuxièmement, la violence paysanne, celle d'un monde rural sorti du servage en 1861, seulement deux générations à peine avant 1917. Violence « asiatique » dont avait peur non seulement le pouvoir tsariste, mais aussi l'intelligentsia progressiste, de Tchekhov à Gorki, et dont se méfiaient les bolchéviks eux-mêmes, Lénine en premier. Cette violence séculaire s'est

¹ C'est le général Dénikine qui, le premier, dans ses mémoires, *Očerki russkoi smuty* (Paris, 1926), a caractérisé ainsi les années 1917-1922. Cette caractérisation a, depuis quelques années, été reprise par un certain nombre d'historiens désireux d'intégrer les révolutions de 1917 dans le « continuum de crises » ouvert en août 1914 et refermé, pour ce qui concerne la Russie, seulement en 1921-1922 (voir Holquist 2002).

réveillée à partir du début du siècle, en 1902, puis, avec plus de force encore, au cours des événements révolutionnaires de 1905-1906, marqués par de formidables jacqueries, écrasées dans le sang.

Et enfin, le ressentiment plus diffus, plus sourd, mais présent, d'un certain nombre de peuples allogènes de l'Empire, en Asie centrale, au Caucase, sur les marges occidentales de l'Empire, des pays baltes à l'Ukraine, « zone de résidence » des Juifs de l'Empire. Toutes ces minorités sont soumises à des discriminations, à des violences de plus ou moins grande ampleur : déportations massives des « peuples montagnards » du Caucase dans les années dix-huit-cent-soixante; expéditions punitives de type colonial en Asie centrale, pogromes contre les Juifs au début des années dix-neuf-cent, etc.

Avec la guerre, un certain nombre de ces tensions profondes sont réactivées. L'arrière subit, dès la fin de l'année 1914, les effets des déséquilibres structurels de l'économie russe. La guerre met à nu les failles d'une modernisation économique inachevée. L'économie russe ne résiste pas longtemps à la poursuite d'un conflit prolongé, total, sans précédent. Le système des transports est rapidement désorganisé. La reconversion des usines vers l'effort militaire casse le marché intérieur. L'industrie n'est plus en état d'assurer les besoins des civils. Faute de pouvoir se fournir en produits industriels, les paysans ralentissent fortement leurs livraisons aux villes. Une sourde hostilité gagne les citadins de plus en plus affamés contre les ruraux. Dans les villes, les pénuries et l'inflation radicalisent les conflits, retombés à leur plus bas niveau au début de la guerre, entre ouvriers et patrons.

Au front, la débâcle de 1915, attribuée tant aux pénuries dramatiques d'armements, de matériel et de munitions, qu'à l'incompétence, voire à la trahison, de quelques officiers de haut rang introduits dans les mi-

lieux de la Cour, ravive de sourdes tensions. Dans une armée où le soldat-paysan (près de 90 % des recrues) est davantage traité comme un serf que comme un citoyen, un nombre croissant de soldats voient en leurs officiers supérieurs les représentants détestés des *verkhi* qui non seulement leur imposaient des règles de discipline dégradantes, mais les avaient poussés dans les « abattoirs mondiaux » de la guerre impérialiste. En mars 1917, un officier écrit : « Quand nous [les officiers] parlons du peuple (*narod*), nous considérons la nation comme un tout, mais eux, quand ils en parlent, ils le comprennent comme signifiant seulement les masses populaires démocratiques (*demokraticheskie nizy*). Quelle que soit leur attitude personnelle envers tel ou tel officier, nous ne sommes à leurs yeux que des maîtres (*bary*). »

Malgré ces tensions, les désertions et les actes d'indiscipline à l'armée restèrent des faits exceptionnels jusqu'à l'été 1917. La lassitude des combattants, les ressentiments des soldats ne dégénérèrent cependant en violences actives que lorsque les institutions d'autorité se mirent à vaciller sous l'effet de la propagation révolutionnaire, notamment par le biais décisif des comités de soldats créés à partir de mars 1917.

Si la guerre fit remonter à la surface des fractures sociales latentes, elle inaugura aussi un certain nombre de pratiques de « gestion des populations » d'une extrême violence, qui n'avaient jusque-là été expérimentées que dans les « espaces coloniaux » de l'Empire russe (Asie centrale, Caucase). L'extension démesurée de la sphère militaire, bien au-delà de la ligne de front, créa de vastes zones de non-droit soumises à la loi martiale, où les chefs d'armée mirent en pratique un certain nombre de théories, développées depuis le début du siècle dans les milieux militaires, sur les « populations suspectes » en temps de guerre (indigènes musulmans, Juifs et su-

jets russes d'origine allemande en particulier). Ainsi, de septembre 1914 à la fin de l'année 1916, plus d'un million de citoyens de l'Empire russe, d'origine juive ou allemande, furent brutalement expulsés et déportés sur ordre des autorités militaires du seul fait de leur origine ethnique. Tous ces déportés, théoriquement assignés à résidence dans un certain nombre de provinces éloignées du théâtre des opérations militaires, grossirent le flot des millions de réfugiés fuyant l'avancée des troupes ennemies, mais aussi la politique de la « terre brûlée » mise en œuvre, notamment sur le front sud-ouest, par l'armée russe en retraite. L'exode de millions de personnes eut un effet profondément déstabilisateur sur la vie politique, économique et sociale de la Russie en guerre, sur l'extension des violences. Les migrations incontrôlées et les déplacements forcés perturbèrent les hiérarchies sociales et les ordres figés de la société tsariste. En ce sens, réfugiés et déplacés contribuèrent largement à faire de la Russie en guerre une « société de sables mouvants » déjà « entrée en révolution » bien avant février 1917. Quant à la pratique des déplacements forcés de populations, elle allait être largement mise en œuvre, au cours des années suivantes, notamment par le nouveau régime bolchévique (Gattrell, 1998; Van Hagen, 1998).

L'année 1917

Un fait majeur frappa les contemporains en cette année-là : l'explosion désordonnée de la violence au quotidien par propagation de la violence des zones militaires vers l'arrière, tandis que s'effondraient les institutions d'encadrement et d'autorité, que l'État lui-même se dissolvait. Cette évolution se fit progressivement, tout au long de l'année, s'accroissant fortement à partir de la fin de l'été 17, marqué par la convergence momentanée d'une immense jacquerie, point

culminant d'un cycle de révoltes paysannes commencé au début du siècle, et de la désagrégation de l'armée russe. C'est précisément cette convergence qui créa une dynamique révolutionnaire inédite, dont les bolchéviques surent habilement tirer parti.

Une série d'études récentes sur l'évolution, au cours de l'année 1917, des représentations collectives ont été menées tant par des historiens russes comme Boris Kolonitskii qu'occidentaux comme Orlando Figes. Une donnée ressort avec force : la montée d'une nouvelle figure de l'« ennemi », non plus l'ennemi extérieur, l'« Allemand », mais l'ennemi intérieur, le riche, le bourgeois, l'exploiteur. Selon Boris Kolonitskii, c'est dès avril 1917 qu'apparaissent, dans les résolutions des soviets de quartier, à Petrograd, à Moscou et ailleurs, alors largement dominés par les socialistes-révolutionnaires, les premières mentions de l'expression « ennemis du peuple », dont on sait l'importance qu'elle aura, après octobre, dans l'argumentaire et la structuration de la terreur bolchévique.

Guerre plébéienne contre les privilèges

Cette rhétorique de l'ennemi est alimentée par toute une littérature socialiste, mais non spécifiquement bolchévique. Au premier rang des brochures les plus populaires, des *bestsellers* de 1917, diffusées à des millions d'exemplaires, par l'ensemble des presses bolchévique, menchévique, socialiste-révolutionnaire et anarchiste, figurent des pamphlets au titre suggestif : *Les araignées et les mouches* (on notera que l'image de l'araignée-bourgeois-vampire suçante le sang des mouches-travailleurs reprend une image largement présente depuis les années dix-neuf-cent dans la littérature antisémite d'extrême droite, l'araignée-vampire représentant le « capitaliste-juif »); ou bien *Pourquoi n'y a-t-il pas de marchandises dans les campagnes, et pas de pain en ville ?* Dans cette

dernière brochure, les thèmes populaires de l'accaparement, de la spéculation et du sabotage, attisés par les difficultés croissantes du ravitaillement (réalité majeure et constante de l'année 1917 dans les villes) sont articulés en termes de lutte des classes. On peut y lire notamment : « Les responsables des pénuries et de la faim ce sont messieurs les capitalistes, les patrons d'usine, les banquiers, les bourgeois [...] Tout est intentionnellement organisé afin que la main décharnée de la misère et de la faim saisisse le peuple travailleur à la gorge » (Iaroslavskii, 1917). Cette métaphore allait devenir l'une des plus célèbres de la révolution, l'une des plus exploitées par la propagande bolchévique.

« Tous nos problèmes sociaux et alimentaires débouchent sur une seule solution, écrit en septembre 1917 avec perspicacité le philosophe Nikolai Berdiaiev — traquer le bourgeois, source de tous les maux. Il y a quelques mois, l'Ennemi, c'était Nikolacha [Nicolas II] Alexandra [l'impératrice] et Grichka-le-Débauché [Raspoutine] qui «complotaient avec l'Allemand». Aujourd'hui, l'ennemi intérieur, c'est le "bourgeois". Dans les queues, "bourgeois" est devenu synonyme de "spéculateur" ou de "Juif". Pour les masses sans travail, affamées, fatiguées de la guerre, le "bourgeois", c'est indistinctement tout individu plus ou moins correctement habillé, l'intellectuel, le commerçant, l'étudiant, le Juif, le planqué. »

À travers les résolutions des soviets, des comités de quartiers, des comités d'usine, on voit monter, tout au long de l'année 1917, ce que Maxime Gorki a justement caractérisé comme la « guerre plébéienne contre les privilèges », réels ou fantasmés. On demande la réquisition des « appartements des bourgeois » où seraient logés « au nom de la justice » les « travailleurs exploités » — une mesure qui sera prise par les bolchéviks début 1918; on exige « que tous les propriétaires louant plus de quatre cham-

bres se rendent au soviets pour y recevoir une assignation à nettoyer les rues et les latrines publiques ». Cette discrimination, cette exclusion n'étaient assurément qu'une première étape.

Je me bornerai à citer deux pétitions, parmi un grand nombre du même type, envoyées au soviets de Petrograd, en octobre 1917. Leurs signataires précisent leurs sympathies politiques : « socialistes sans parti ». Ils expliquent comment peut être enfin réalisée sur terre l'aspiration séculaire du peuple russe à la « justice » et à la « liberté » : « Les 20 millions de bourgeois en liberté ont tenu depuis des siècles les autres 160 millions de notre société en esclavage. La liberté aujourd'hui, elle doit exister pour ces 160 millions, les 20 autres millions doivent se soumettre [...] La liberté ne doit exister que pour les opprimés. Pour les oppresseurs, le gourdin. Ce n'est qu'avec le gourdin qu'on parviendra à la justice. » Ou encore, « Notre proposition : envoyer tous les nobles et les propriétaires fonciers, les bourgeois et les membres de l'Okhrana aux Solovki [qui verra plus l'installation du Goulag] [...]. Il est grand temps de rassembler dans un lieu sûr toute cette vermine, afin qu'elle cesse d'empoisonner de ses relents putrides la Russie ouvrière et paysanne. » (Livsin, Orlov, 1998). À l'automne 1917, le slogan inscrit, quelques mois plus tard, dans les geôles de la Tcheka, « Mort à la bourgeoisie ! », était déjà dans bien des têtes...

Au même moment, les violences issues de la décomposition de l'armée russe et du *bunt* (la révolte paysanne) convergèrent en une vague formidable. Pour le dirigeant menchevik Iouri Martov, la montée du bolchévisme populaire de la seconde moitié de 1917 fut précisément l'expression politique de la culture de guerre dont étaient porteurs les paysans-soldats. Face au déferlement sauvage des « capotes grises », la tradition de la social-démocratie russe avait été balayée, défaite.

Le bolchévisme de tranchées

La victoire du bolchévisme se fit au prix d'une rupture sociologique avec ses racines ouvrières. Aux antipodes de la vulgate bolchévique (selon laquelle le bolchévisme serait l'expression du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière) est apparu ce que le général Broussilov appelait le « bolchévisme de tranchées », une forme particulière, transitoire et éphémère de bolchévisme, évidemment fort différente du bolchévisme patenté du petit groupe de militants révolutionnaires professionnels emmené par Lénine (ces deux formes allaient rapidement entrer en conflit, dès 1918).

Le « bolchévisme de tranchées » qui émergea dans la seconde moitié de 1917 était fondé sur trois exigences majeures : la terre, la liberté, la paix. Il reflétait la double nature du soldat-paysan russe : un combattant épuisé par trois années d'une guerre terrible ; un agriculteur désireux de voir enfin se réaliser le rêve séculaire symbolisé par deux mots magiques, *Zemlia* et *Volia* (la Terre et la Liberté). La terre, par le « partage noir », c'est-à-dire le partage de toutes les grandes propriétés et la redistribution, sous l'égide de la communauté paysanne, des terres « à ceux qui les travaillent ». La liberté, c'est-à-dire le rejet de toute contrainte étatique, de toute institution autre que celle issue de la communauté paysanne elle-même. À ces exigences majeures, qui depuis longtemps faisaient partie du programme défendu par les socialistes-révolutionnaires, principaux rivaux politiques des sociaux-démocrates, les soldats-paysans en adjoignaient une troisième — la paix immédiate, une revendication défendue exclusivement par les bolchéviks (Werth, 2002).

Reflet des tensions profondes qui minaient l'armée tsariste après trois ans de guerre, le « bolchévisme de tranchées » se diffusa progressivement à la faveur d'une politisation croissante de l'armée et d'une im-

patience de plus en plus grande des combattants à mettre un terme à la guerre. Les comités de soldats jouèrent un rôle décisif dans ce processus. Au contact direct de la vie politique de l'arrière, les casernes et les garnisons se radicalisèrent bien avant les unités du front.

L'échec de l'offensive du 18 juin, la « contre-révolution militaire » mise en œuvre en juillet-août 1917 (limitation des compétences des comités de soldats, interdiction de toute propagande bolchévique, rétablissement de la peine de mort au front) et plus encore, le putsch avorté du généralissime Kornilov (fin août 1917) constituèrent, comme l'a montré Allan Wildman, les trois étapes majeures dans la radicalisation et la bolchévisation de la troupe. La « trahison » du généralissime précipita les violences contre les officiers et la décomposition de l'armée en tant que force combattante et, plus encore, en tant qu'instrument de répression au service de l'État.

En septembre-octobre 1917, environ un million de soldats-paysans désertèrent leur unité et s'en retournèrent chez eux, se livrant en route aux actes de violence les plus divers : pillages de magasins, attaques à main armée, viols collectifs, mise à sac de petites villes, pogromes, destructions de demeures de propriétaires fonciers et mise à mort de leurs occupants si ceux-ci n'avaient pas eu le temps de prendre la fuite.

Désertions, jacqueries et pogromes

La brutalisation générée par trois années de guerre convergea alors avec la violence du *bunt*, déserteurs et permissionnaires insufflant un élan décisif au mouvement paysan. À partir de la fin août, les troubles agraires, jusqu'alors relativement limités et modérés, se transformèrent, notamment dans les régions où la faim de terres était la plus criante, mais aussi dans les régions proches

du front en véritables jacqueries. Si les villageois participaient en masse à la mise à sac des domaines, les instigateurs étaient, le plus souvent, les soldats, généralement armés, revenus chez eux. Outre les destructions des « nids de gentilhommes », avec mise à mort de leurs occupants, l'une des formes les plus spectaculaires des exactions commises par les déserteurs, qui se déplaçaient en bandes fortes parfois de milliers d'individus, était le pillage de petites villes.

Ces violences avaient souvent une coloration antisémite (pogromes des villes biélorusses de Bobrouïsk, Nesvij, Gomel). Ils prolongeaient en réalité, de manière « spontanée » et anarchique, les pratiques très brutales de déportation de la population juive, mises en œuvre, de manière systématique et « ordonnée » par l'armée russe en 1915-1916. « La barbarie paysanne en capotes grises a envahi les villes, écrit en octobre 1917 Maxime Gorki. Elle est là, partout, elle suinte et sent mauvais. La révolution n'est qu'un pogrome de haine, de vengeances et de frustrations, une explosion d'instincts zoologiques, une révolte russe d'où la psychologie socialiste est absente, mais où pointe l'asiatisme. »

Les bolchéviks au pouvoir

C'est à la faveur de ce climat de violences et de chaos, de déliquescence de toute autorité étatique, civile et militaire, que les bolchéviks prirent le pouvoir.

À cette étape, ils sont les seuls à encourager, à instrumentaliser cette violence dévastatrice. Dès les premiers mois de la guerre, fin 1914, Lénine avait défini ainsi « l'essence du travail bolchévique : viser la transformation de la guerre impérialiste en une guerre de classes, en une guerre civile ». Pour Lénine, en effet, la violence de la lutte des classes est le moteur de l'Histoire, le révélateur des rapports de force, la « vérité de

la politique », l'« ordalie matérialiste ». Il faut encourager cette violence « purificatrice » faire son œuvre de destruction du « vieux monde » (rappelons ce qu'avait dit Lénine à propos des jacqueries paysannes de 1905-1906 : « Les paysans n'ont détruit qu'un quinzième des domaines, un quinzième seulement de ce qu'ils auraient dû détruire pour débarrasser définitivement la terre russe de cette ignominie qu'est la grande propriété foncière »).

Encourager la violence des masses, mais aussi « l'organiser, la contrôler, la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire générale, de la dictature révolutionnaire du prolétariat », définie comme « un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi ». « Organisation », « contrôle », « épuration » sont les maîtres mots d'un texte fondamental de Lénine de décembre 1917, « Comment organiser l'émulation ? », dans lequel il appelle les « masses conscientes » à orienter la violence vers un « but unique : épurer la terre russe de tous les insectes nuisibles, des puces (les filous) et des punaises (les riches) ». L'animalisation de l'Ennemi (qui, on l'a vu, n'est ni nouvelle ni l'apanage des bolchéviks) ne peut évidemment qu'encourager la violence.

Tout en instrumentalisant la violence sociale « d'en bas », les bolchéviks, dès leur prise du pouvoir, développent une « culture politique de la violence », une « culture de guerre civile », marquée par un refus de tout compromis, de tout contournement de l'obstacle, de toute négociation, de tout partage du pouvoir. Au nombre des mesures les plus importantes figurent l'officialisation, dès la fin novembre 1917, de la notion d'« ennemi du peuple » (un terme apparu, on l'a vu, plus tôt dans l'année) ; la création, début décembre 1917, d'une police politique, la Tchéka, organe plurifonctionnel (policier,

politique, extrajudiciaire, économique) aux pouvoirs d'abord limités, mais qui vont s'accroître rapidement de manière exponentielle; la généralisation de la pratique de la prise d'otages « appartenant aux classes riches »; la dispersion violente (avec l'usage des armes) de toute manifestation antibolchévique, y compris celles émanant des milieux ouvriers; la mise en place d'un système de camps de concentration où l'internement, sur simple mesure administrative, n'avait d'autre justification que l'« appartenance à une classe hostile ».

Ces pratiques, disparates, puisent, pourrait-on dire, dans « l'air du temps », un temps marqué par la montée de ce que Marc Ferro a appelé un « absolutisme populaire », par l'omniprésence de la figure de l'Ennemi, par la translation de l'ennemi extérieur combattu depuis 1914 vers l'ennemi intérieur — une translation qu'illustrent, de manière exemplaire, les premiers camps de concentration. Un grand nombre d'entre eux fut, en effet, installé en lieu et place des camps d'internement des prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois, progressivement libérés, au printemps 1918, en application du traité de Brest-Litovsk. À ce moment-là — printemps 1918, une autre étape commence — celle de la guerre civile, mais aussi celle de la reconstruction, par les bolchéviques, d'un nouvel État.

1918-1922 : les guerres civiles dans l'ex-Empire russe

Les années 1918-1922 ont longtemps été analysées sous le seul angle d'un affrontement militaire et idéologique entre forces révolutionnaires (les « Rouges ») et contre-révolutionnaires (les « Blancs »). En réalité, ces années de guerre civile, marquées par des conflits multiformes (Rouges contre Blancs, mais aussi Verts — paysans-déserteurs fuyant la conscription et s'opposant aux réquisitions — contre « Rouges » et

« Blancs », Ukrainiens contre Juifs, citoyens contre ruraux, peuples « colonisés » d'Asie centrale contre les « colonisateurs » russes), ont été avant tout un moment de formidables tensions entre des forces sociales — en particulier la paysannerie — ou nationales centrifuges, qui souhaitaient poursuivre leur révolution commencée en 1917, une révolution antiétatique, anticentralisatrice, à fort contenu libertaire et localiste, et des forces politiques (« Rouges » mais aussi « Blancs ») qui tentaient de rétablir, sur les zones qu'elles contrôlaient, l'État qui s'était désagrégé au cours de l'année 1917, de réimposer le contrôle des villes sur les campagnes, de mobiliser hommes et ressources indispensables pour combattre l'adversaire.

Dans cette entreprise, les bolchéviques réussirent mieux que leurs opposants, pour un certain nombre de raisons que j'ai déjà brièvement rappelées plus haut. En face, les Blancs n'avaient d'autre projet qu'un retour illusoire à un passé mythifié et qui n'offrait aucune perspective de renouvellement ou d'intégration sociale. Quant aux socialistes-révolutionnaires, dont les idées furent un temps partagées par le plus grand nombre, ils restèrent profondément empêtrés dans une conception étroitement localiste et décentralisée du pouvoir, qui les privait de perspectives concrètes d'organisation et de construction d'un État.

Si l'on revient à la question des violences, un premier point important à souligner ici est le fait que toutes les forces politiques en lutte déployèrent contre leurs ennemis des méthodes déjà employées contre l'ennemi extérieur durant la Première Guerre mondiale; et notamment les institutions et les pratiques d'une mobilisation totale, la politique étant pensée comme la continuation de la guerre. Second point: l'importance de la lutte contre les « ennemis intérieurs » à l'arrière des lignes de front très mouvantes opposant les armées régulières. Cette lutte dégénéra souvent en une « sale guerre de pacification » dont

les victimes principales furent des civils : paysans réfractaires refusant la mobilisation et les réquisitions, pourchassés par les deux camps ; « sympathisants » bolchéviques et Juifs massacrés par les Blancs et les différentes armées ukrainiennes ; membres du clergé et des élites de l'Ancien régime pris comme otages et massacrés par les Rouges.

Imposer l'autorité de l'État

Revenons plus en détail maintenant sur le processus, particulièrement violent, de « réimposition de l'État » par les bolchéviques, un processus entamé environ six mois après octobre 1917, et salué à l'époque par nombre de leurs adversaires, tels les libéraux Maklakov ou Milioukov.

Lénine, comme d'ailleurs nombre de spécialistes et de technocrates non bolchéviques, était fasciné par le modèle du capitalisme d'État allemand développé pendant la guerre. « Il nous faut, écrit-il en mai 1918, nous mettre à l'école du capitalisme d'État allemand, l'assimiler *de toutes nos forces*, ne pas hésiter devant des *méthodes dictatoriales* pour accélérer, encore plus que ne l'avait fait Pierre I^{er}, l'assimilation de l'occidentalisme par la Russie barbare, ne pas hésiter à employer des méthodes barbares pour lutter contre la barbarie. » La « barbarie » dont il est ici question, c'est avant tout la « barbarie » paysanne, l'« asiatisme » des masses rurales que Lénine honnit, en tant qu'intellectuel russe d'une part, en tant que marxiste, d'autre part, pour lequel c'est la paysannerie conservatrice qui avait scellé le sort de la Commune de Paris — référence capitale tout particulièrement durant la mise en place du nouveau régime bolchévique.

La « bataille pour les céréales » — sous couvert d'une lutte contre les « koulaks » — qu'engagent les dirigeants bolchéviques en mai 1918 lorsqu'ils confèrent les pleins pouvoirs au commissariat du peuple au

Ravitaillement, véritable État dans l'État, représente bien sûr une réponse spécifique à une situation de crise (bien antérieure à la prise du pouvoir par les bolchéviques), qui se traduit, au début du printemps 1918, par d'immenses difficultés de ravitaillement dans les villes, bastions du nouveau pouvoir. Mais cette bataille n'est pas seulement économique. Les bolchéviques sont décidés, par la « dictature du ravitaillement », à réimposer le « principe de l'État » aux « petits propriétaires qui ont horreur de l'organisation, de la discipline ». Trois ans durant, les détachements de « l'armée de ravitaillement » (près de 300 000 hommes en 1920) vont entretenir un climat d'extraordinaire violence dans les campagnes.

On a là aussi un remarquable exemple d'instrumentalisation, par les bolchéviques, des tensions villes-campagnes — ces milices armées étant en majorité composées de chômeurs ou d'éléments du lumpen-prolétariat affamés prêts à tout pour s'appropriier, par la force, le blé « accaparé par les koulaks ». Les exactions de ces milices furent à l'origine de la plupart des grandes émeutes et révoltes paysannes qui éclatèrent en 1919 pour culminer en 1920-1921 : insurrection dans les provinces de Samara et de Simbirsk au printemps 1919, guerres paysannes en Ukraine en 1919, insurrections paysannes de Tambov-Antonovschina, en 1920-1921, de Sibérie occidentale en 1920-1921. Ces guerres paysannes, qui mêlaient des éléments « modernes » (la plupart des chefs des armées paysannes étaient des officiers qui s'étaient formés durant la Grande Guerre) et très « archaïques », constituèrent l'une des particularités les plus fortes — et jusqu'à récemment sous-estimées — des guerres civiles russes, en même temps qu'une expérience formatrice décisive au cours de laquelle se forgèrent nombre de pratiques de violence du nouveau régime.

Ce processus de « réimposition de l'État » se déroula dans un climat d'extraordinaire violence et d'arbitraire absolu, fait que confirment les documents de la Tchéka sur la situation dans les campagnes récemment publiés (Danilov, 1998). Dans cette spirale de violences, s'entremêlaient brutalités « archaïques », auxquelles, depuis des siècles, les autorités avaient eu recours pour mater serfs et paysans révoltés (telles que la bastonnade ou la flagellation publique), et violences « modernes », destinées à anéantir l'« ennemi intérieur » selon des méthodes expérimentées sur les fronts de la Grande guerre : villages vidés de leurs habitants, déportés ou transférés dans des camps de concentration, fusillades massives d'otages, bombardements de villages par l'artillerie, utilisation de gaz de combat pour « nettoyer » les forêts où se cachaient les « bandits ». Les détachements punitifs (appelés, de manière significative, « détachements d'extermination » — *istrebitel'nye otriady*) étaient souvent commandés par des officiers formés dans les écoles militaires tsaristes et ralliés au régime bolchévique à partir du moment où celui-ci montra sa résolution à écraser les révoltes paysannes (Danilov et Shanin, 1994).

Banditisme social et coutumier

Ces violences n'étaient évidemment l'apanage d'aucun des camps en présence. Les paysans insurgés, regroupés en bandes armées fortes de milliers d'hommes se livrèrent à des pratiques d'une violence extrême. On assista à une remarquable résurgence du phénomène du « banditisme social », signe tangible, parmi bien d'autres, de la formidable régression que connut le pays en 1918-1922. Un premier type de banditisme peut être mis en évidence. Il s'agissait de bandes de « vendeurs » (*mstiteli*) opérant localement. Ces bandes s'attaquaient en priorité aux fonctionnaires du pouvoir soviétique, mettaient

à sac les bâtiments publics, symboles du pouvoir « étranger » de la ville, détruisaient les documents fiscaux, coupaient les lignes de chemins de fer, pillaient les silos d'État où étaient stockées les céréales réquisitionnées, quitte à redistribuer aux paysans les grains récupérés. Elles étaient composées, pour l'essentiel, de déserteurs, de réfractaires à la conscription et autres paysans devenus hors-la-loi pour s'être opposés aux réquisitions, avoir fui l'enrôlement dans l'Armée rouge ou défié le représentant local du pouvoir ; elles n'étaient, naturellement, pas exemptes d'éléments criminels. Dans les provinces de la Russie centrale, en Ukraine (et, naturellement, en Asie centrale et dans le Caucase, où le banditisme « coutumier », était une forme traditionnelle de résistance à la russification), la plupart des bandes évoluaient dans un périmètre connu, bénéficiant généralement du soutien de la population locale.

Dans les régions peu peuplées des confins — steppes du Don et de l'Outre-Volga, forêts de l'Oural et de la Sibérie — opérait un autre type de bandes, dites « volantes » beaucoup plus hétérogènes, composées de marginaux, de criminels, de déserteurs, de proscrits (anciens officiers de l'Armée blanche notamment) et de déracinés en route vers un foyer ou une destination improbables quittés des années auparavant. Superbement décrites par Boris Pasternak dans *Le Docteur Jivago*, ces bandes, fortes parfois de centaines de cavaliers et de fantassins, se déplaçaient avec armes et bagages sur de grandes distances pouvant atteindre un millier de kilomètres (Werth, 2002).

Autant qu'un rejet radical du nouveau régime, l'expérience guerrière acquise sur les fronts de la Grande Guerre unifiait, dans ces formations paramilitaires, des parcours et des destins individuels fort différents. Les bandes les plus structurées et qui opposèrent la plus longue résistance étaient, en général, celles issues de mutineries d'unités de l'Armée rouge. Maitrisant les techniques

militaires, commandées par des officiers expérimentés, elles présentaient un certain nombre de traits communs. Leurs chefs étaient, pour la plupart, des paysans mobilisés durant la Grande Guerre. « Entrés en politique » dans les comités de soldats de l'année 1917, ils avaient adhéré au parti socialiste-révolutionnaire ou bolchévique avant d'être promus officiers dans l'Armée rouge. Après avoir combattu contre les Blancs, ils avaient rompu, une fois la menace d'une restauration de l'Ancien Régime écartée, avec ce qu'ils considéraient être une « trahison des idéaux révolutionnaires » par les « faux bolchéviks ».

De manière significative, les détachements paysans dirigés par le commandant mutiné de l'Armée rouge Andreï Sapojkov prirent le nom de « Première Armée de la Vérité ». Dans son manifeste (13 juillet 1920), le « Soviet militaire révolutionnaire de la Première Armée de la Vérité » affirmait « qu'en Russie soviétique, le pouvoir des paysans travailleurs avait depuis longtemps disparu ». Toutes les institutions « dites soviétiques » étaient dirigées en réalité par des « ennemis de la révolution — propriétaires fonciers, bourgeois et officiers ». En ce « temps des troubles », le thème de l'imposture du pouvoir — un thème mobilisateur de toutes les grandes révoltes paysannes ayant secoué l'empire russe depuis des siècles — ressurgit avec force. Se présentant comme des « vengeurs », comme les « authentiques défenseurs des paysans opprimés », les « bandits » se livraient à des exactions d'une violence extrême et ostentatoire à l'encontre des représentants du pouvoir des « faux communistes » : les fonctionnaires tombés entre leurs mains étaient mis à mort de manière atroce, dans un déchainement de violence démonstratrice destinée à terroriser l'adversaire — congelés vivants, en hiver, après avoir été aspergés d'eau, empalés ou enterrés jusqu'au cou et laissés ainsi en pâture aux animaux.

On n'oubliera pas la dimension antisémite de cette violence : en Biélorussie et en Ukraine occidentale, les bandes conduites par Balakhovitch, Golak, Orel-Galitchevski, Vassili Popov et d'autres chefs de bande restés anonymes, perpétrèrent, avec le soutien de la paysannerie locale, de très nombreux pogromes, dont les victimes se comptèrent en dizaines de milliers. Leur cible principale était, de manière significative, la « commune juive » (*zidovska kommuna*), les bolchéviks (qui avaient tenté de créer, dans la riche Ukraine, des kolkhozes ou des sovkhozes) étant amalgamés aux Juifs, qui, pour le paysan ukrainien, étaient ces « étrangers » au mode de vie, à la religion, aux coutumes si profondément différentes. Dans ces affrontements, un grand mythe était en train de naître, aux conséquences si dramatiques pour toute l'histoire du XX^e siècle européen — le mythe du « judéo-bolchévisme » (Miliakova, 2006).

Les violences des Blancs

Les Blancs, tout comme les unités nationalistes ukrainiennes de Semion Petlioura, réquisitionnèrent aussi sans ménagement, recrutèrent de force, commirent de nombreux massacres de civils dès lors que ceux-ci étaient soupçonnés d'appartenir à une « catégorie suspecte » : « bolchéviks » ou « Juifs ». Les plus terribles violences des forces antibolchéviques furent dirigées contre la population juive, notamment en Ukraine et en Biélorussie, victime des plus grands massacres (au moins 150 000 morts) perpétrés contre cette communauté avant l'Holocauste. Les dirigeants militaires blancs portèrent toujours ces massacres au compte d'« excès incontrôlables », niant toute action préméditée et tout plan d'ensemble. Néanmoins, l'ampleur et le caractère systématique des massacres de Juifs posent la question de l'existence, plus ou moins avouée, plus ou moins consciente,

d'une visée « éliminatrice » relevant d'un antisémitisme radical, très présent depuis des années chez un certain nombre d'officiers supérieurs de l'armée tsariste. Depuis 1914, ceux-ci avaient eu, plus d'une fois, l'occasion de procéder à des déportations massives de populations juives, voire de participer à un des nombreux pogromes qui avaient accompagné la décomposition de l'armée tsariste en 1917.

La Terreur rouge

Globalement, on peut dire cependant que la violence bolchévique fut plus ouvertement assumée, revendiquée, plus théorisée que la violence antibolchévique. Désinhibée aussi car plus « abstraite », fondée sur une forme de scientisme, la connaissance des lois de l'Histoire et de l'évolution des classes sociales, dont certaines, comme la bourgeoisie, devaient nécessairement disparaître : les responsables de la Tchéka, par exemple, expliquaient : « Nous exterminons la bourgeoisie en tant que classe. Nous ne cherchons pas à établir la culpabilité de tel ou tel individu vis-à-vis du pouvoir soviétique. La première question que nous nous posons est celle de son appartenance de classe, de ses origines sociales, de son éducation, de sa profession. Ces paramètres définissent le destin de l'individu incriminé. Telle est l'essence de la Terreur rouge. » Cette conception était largement partagée par les simples exécutants. Appelé à expliquer pourquoi il n'avait même pas tenu un procès-verbal minimal des condamnations à mort et des exécutions, un tchékiste de base eut cette extraordinaire réplique : « À quoi bon toutes ces formalités administratives puisqu'on est en train de liquider les koulaks et les bourgeois en tant que classe ? »

Cette « terreur de classe », était en permanence justifiée par le fait qu'un monde nouveau était en train de naître. Tout

était permis, comme l'expliquait l'éditorial du premier numéro de *Krasnyi Metch* (Le Glaive rouge), journal de la Tchéka de Kiev : « Nous rejetons les vieux systèmes de moralité et d'« humanité » inventés par la bourgeoisie dans le but d'opprimer et d'exploiter les classes inférieures. Notre moralité n'a pas de précédent, notre humanité est absolue car elle repose sur un nouvel idéal : détruire toute forme d'oppression et de violence. Pour nous, tout est permis car nous sommes les premiers au monde à lever l'épée non pas pour opprimer et réduire en esclavage, mais pour libérer l'humanité de ses chaînes. Du sang ? Que le sang coule à flot ! Puisque seul le sang peut colorer à tout jamais le drapeau noir de la bourgeoisie pirate en étendard rouge, drapeau de la Révolution ! »

Dernière spécificité de cette « Terreur rouge » — c'est au plus haut niveau du Parti qu'elle était décrétée, du moins en ce qui concerne certains de ses épisodes les plus sanglants (même si, dans la pratique, les responsables locaux gardaient une importante marge d'initiative). Ainsi, le fameux décret sur la Terreur rouge, du 5 septembre 1918, point de départ des premiers grands massacres de masse (10 à 15 000 exécutions sommaires en deux mois) ; ou encore la directive secrète du 24 janvier 1919 sur la « décossatisation », appelant à « une terreur massive contre les Cosaques riches, qui devront être exterminés et physiquement liquidés jusqu'au dernier, et en général, contre tous les Cosaques qui ont participé directement ou indirectement à la lutte contre le pouvoir soviétique » (Werth, 2004). À la suite de cette directive, environ 10 à 12 000 hommes furent exécutés, en quelques semaines, à l'issue d'un jugement sommaire par un tribunal militaire révolutionnaire. Cette débauche de terreur érigée en politique systématique ne fut stoppée que parce que l'Armée rouge fut contrainte de reculer face à la rébellion cosaque. Elle reprit, dix-huit mois

Bibliographie

De Clerck St., Acton E., Cherniaev V., Rosenberg W. (dir) (1997), *Critical Companion to the Russian Revolution, 1914-1921*, Arnold.

Berdiaev N. (1991), *Socinenija* (Œuvres), Nauka Figes O., 1996, *A People's Tragedy. The Russian Revolution, 1891-1924*, Jonathan Cape.

Danilov V. P., Shanin T. (dir.) (1994), *Antonovschina. Krestianskoie vosstanie v Tamovskoi gubernii, 19120-1921* (L'Antonovschina. L'insurrection paysanne dans la province de Tambov, 1920-1921), Tambov.

Danilov V. P., Berelowitch A. (dir.) (1998), *Sovetskaia derevnia glazami VCK, OGPU, NKVD* (Les campagnes soviétiques vues par la Tchèque, l'OGPU, le NKVD), Rosspen.

Gattrell P. (1999), *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia during World War I*, Indiana University Press.

Iaroslavskii E. (1917), *Otcego net tovarov v derevne, xleba v gorodax* (Pourquoi n'y a-t-il pas de marchandises dans les campagnes, et pas de pain en ville?), Moscou.

Haimson L., « The Problem of Social Stability in Urban Russia, 1905-1917 », *Slavic Review*, 1964, vol. 23/4, p. 619-642 & *Slavic Review*, 1965, vol. 24/1, p. 1-22.

Hassner P. (1999), « Par-delà l'histoire et la mémoire », dans Roussou H (dir), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Complexe, IHTP.

Holquist P. (2002), *Making War, Forging Revolution*, Harvard U.P.

Kolonitskii B. (2001), *Simvoly vlasti i bor'ba za vlast'* (Les symboles du pouvoir et la

plus tard, sous une autre forme: la déportation totale, pour l'exemple, de toute la population (environ 50000 personnes) d'une demi-douzaine de gros bourgs cosaques de la région du Terek particulièrement rebelles au pouvoir soviétique. On notera cependant que ces déportations punitives restèrent malgré tout limitées — à l'échelle du pays et compte tenu des violences extrêmes de la guerre civile. En 1920, la logistique était notoirement déficiente pour mener à bien des opérations de déportation de plus grande envergure: manque de convois ferroviaires, de charrois, de chevaux, désorganisation due à l'insécurité générale dans un environnement non pacifié. La « décosquisition » resta un grand projet non abouti.

Nous touchons là à une des limites de ce terrible nœud de violences: l'épuisement matériel, physique et moral des combattants, et plus généralement, du pays lui-même, saigné à blanc, désindustrialisé (rappelons qu'en 1921, la production industrielle était tombée à 12 % du niveau de 1913!), désurbanisé. Plus qu'une victoire militaire sur les paysans insurgés, c'est la grande famine de 1921-1922 (dans les régions de la Volga, mais aussi dans les steppes du Don) qui mit fin aux guerres paysannes.

La fin des guerres paysannes

La trêve avec la paysannerie décrétée par les dirigeants bolchéviques au X^e Congrès du Parti (mars 1921), lorsque les réquisitions furent enfin remplacées par l'impôt en nature, l'adoption de la NEP (Nouvelle politique économique) et l'abandon du « communisme de guerre », désorienta profondément tout l'appareil politico-militaire bolchévique qui s'était formé dans les guerres civiles et pour lequel il n'était d'autre horizon politique que la guerre contre les ennemis intérieurs.

Dès 1922, un haut responsable rapportait à Felix Dzerjinski : « Nos tchékistes ont la nostalgie des années où rançonner, piller, prélever une contribution extraordinaire sur la bourgeoisie était le pain quotidien. Ils vivent leur statut de petit fonctionnaire comme une profonde déchéance... Dans la période actuelle, on assiste à une progressive dégénérescence de nos hommes. Si rien n'est fait, l'État risque de se retrouver avec un appareil hors de marche ». Aveu remarquable, qui touche au cœur même du fonctionnement du système : la nécessité permanente de réactiver la dynamique de la violence, qui avait, au cours des années 1917-1922 donné, du point de vue des bolchéviks, des résultats remarquables. Cette dynamique de la violence est au centre de la dynamique totalitaire, une dynamique fondée sur l'identification de la politique et de la guerre ou, plus précisément, comme l'écrit Pierre Hassner, « sur l'inversion de la formule clausewitzienne par une formulation commune à Lénine et à Ludendorff selon laquelle "la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens" » (Hassner, 1999). La trêve, c'est, à brève échéance, la « dégénérescence ». Dégénérescence des activistes, noyés dans l'« océan paysan », dégénérescence du Parti, infiltré par des « éléments socialement étrangers », dégénérescence de l'État, noyauté par les « spécialistes bourgeois ».

Relancer la dynamique révolutionnaire, mettre fin, préventivement, à des processus sociaux et politiques qui risquaient d'échapper à tout contrôle — tel fut le sens de la grande offensive de transformation brutale et accélérée lancée par le groupe stalinien à la fin des années dix-neuf-cent-vingt. Pour cette seconde révolution, cette « Révolution d'en haut » (Robert Tucker), l'expérience fondatrice des années 1918-1922 fut à la fois un modèle pour l'action, et une étape « héroïque » à dépasser. ■

lutte pour le pouvoir), Iz. DB.

Lenin V. I. (1962), *Polnoie sobranie socinenii* (Œuvres complètes), Moscou.

Livsin A., Orlov I. (1988), « Revoljutsia i spravedlivost'. Posleoktiabrskie pis'ma vo vlast' » (Révolution et équité. Les lettres au Pouvoir après octobre 1917), dans Tiutiukin S. (dir.), *Oktiabrskaja revoljutsia. Ot novyx istočnikov k novomu osmysleniju* (La Révolution d'Octobre. Des nouvelles sources à une interprétation nouvelle), Moscou.

Miliakova L.B. (dir) (2006), *Kniga pogromov* (Le Livre des pogromes), Rosspen.

Von Hagen M. (1998), « The Great War and the Mobilization of Ethnicity », dans Barnett R. & Snyder J. (dir), *Post-Soviet Political Order: Conflict and State-Building*, Routledge, p. 34-57.

Werth N. (2002), « Les déserteurs en Russie : violence de guerre, violence révolutionnaire et violence paysanne (1916-1921) », dans Audoin-Rouzeau S. & al (dir), *La violence de guerre, 1914-1945*, Complexe, p. 99-117.

Werth N. (2002), « Les rebelles primitifs en URSS », *Communisme*, n° 71-72, p. 57-87.

Werth N. (2004), « Les déportations de « populations suspectes » dans les espaces russes et soviétiques, 1914-fin des années 1940 : violences de guerre, ingénierie sociale, excision ethno-historique », *Communisme*, n° 78-79 (2004/2-3), p. 19-20.

Wildman A. (1980), *The End of the Russian Imperial Army*, Princeton U.P. vol. 1.